Aujourd'hui, plus que jamais, les Indiens ont conscience de l'importance de leur statut et veulent le maintenir. Les Indiennes ont le droit de le conserver quelle que soit leur situation matrimoniale, et j'invite le ministre à déposer dès que possible une mesure législative pour donner suite aux recommandations du rapport du sous-comité au sujet des dispositions à l'égard des Indiennes de la loi sur les Indiens. Lorsque le ministre a témoigné devant le deuxième sous-comité, en décembre, il a promis de présenter une mesure législative très rapidement. Sept mois se sont écoulés et nous ne l'avons toujours pas vue. Je rappelle au ministre, au gouvernement et à la Chambre qu'il importe de déposer cette mesure pour que les chefs et les groupes indiens, ainsi que les députés, aient le temps de l'étudier et de présenter des instances. C'est un sujet très complexe. On ne peut trancher la question un vendredi après-midi par un accord de tous les partis. Il importe donc de faire avec soin ce que nous ferons.

Je regrette qu'il y ait eu certains malentendus entourant l'article sur l'égalité lorsqu'il a été présenté. Bien des groupes représentant les autochtones estimaient que le libellé de l'accord final n'était pas celui qu'ils avaient accepté à l'origine. Il faut remarquer que la base de l'entente est l'article 35(1), qui parle des droits existants, ancestraux ou issus de traités. C'est ce mot «existants» qui limite l'égalité, tout comme il limite l'application des droits ancestraux ou issus de traités. C'est ce même terme qui met les Indiens, les Inuit et les Métis mal à l'aise au sujet des intentions véritables du gouvernement.

La troisième question dont traite cet accord est la conférence constitutionnelle à laquelle sont invités les autochtones pour discuter de toute modification proposée qui toucherait leurs droits ancestraux ou issus de traités. C'est la première étape, et une étape longtemps espérée, mais c'est encore loin d'être une disposition convenable pour que les autochtones puissent défendre leurs droits contre toute atteinte de la part du gouvernement fédéral et des provinces. N'oublions pas que l'article 43 de notre constitution protège les droits des provinces. Une province touchée par une modification constitutionnelle a le droit d'opposer son veto au changement. Si un droit ancestral existe et que notre constitution le confirme, il s'agit en fait d'un élément essentiel de la constitution. Il ne devrait donc pas dépendre de l'humeur ou même d'une politique résolue du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux, même s'ils agissent de concert. Si les droits ancestraux existent, et nous estimons qu'il en est ainsi, les autochtones devraient avoir le dernier mot au sujet de ces droits et c'est pour cette raison, monsieur le Président, que notre parti est résolument en faveur de l'idée d'un article prévoyant que les autochtones doivent donner leur assentiment à toute modification qui les toucherait.

Enfin, monsieur le Président, en ce qui concerne le contenu, une disposition permet de poursuivre les travaux grâce à une série de conférences des premiers ministres qui continueront de travailler à l'ordre du jour fixé aux premiers ministres par les autochtones. Ces conférences sont nécessaires. En réalité, c'est une des raisons principales pour lesquelles notre parti soutient cet accord. La plupart des articles à l'ordre du jour, fixés par les Indiens, les Inuit et les Métis l'an dernier ne sont pas

Loi constitutionnelle de 1982

encore résolus. Aucun progrès n'a réellement été fait dans la définition des droits des Indiens en ce qui concerne les droits ancestraux ou issus de traités ou un gouvernement indien. Leurs droits de chasse et de pêche continuent à être menacés par les gouvernements provinciaux et les tribunaux. Il est donc essentiel que nous commençons à définir, à clarifier et à enchâsser les droits de ces gens.

A propos de ces conférences, monsieur le Président, je voudrais faire quelques suggestions sur leur déroulement. Elles résultent des audiences du comité permanent des affaires indiennes et du développement du Nord canadien tenues à propos de cette motion et où ont comparu la plupart des groupes d'autochtones. Tout d'abord, il est important de reconnaître la nécessité d'un processus bilatéral. Les Indiens ont toujours été très fiers du fait que leurs relations sont établies avec le gouvernement fédéral, non avec les provinces. C'est ce que prévoit l'article 91(24) de notre constitution. L'inclusion des provinces a, en réalité, constitué un facteur de division. Fait à noter, quelque 70,000 autochtones n'étaient pas représentés à la conférence des premiers ministres en mars parce qu'ils ne voulaient pas se retrouver à la même tribune que les représentants des provinces. A leur dire, ils relevaient de la compétence fédérale et ils ne voulaient aucun changement à la situation.

● (1720)

Malheureusement, que cela plaise aux autochtones ou non, les gouvernements provinciaux ont leur mot à dire. On a proposé une série de rencontres bilatérales entre le gouvernement fédéral et les autochtones afin de tirer la situation au clair. Une fois que les deux parties auront conclu une entente, le gouvernement fédéral pourra alors la faire approuver par les provinces et les premiers ministres réunis en conférence. Mais je crois que pour faire avancer ces articles à l'ordre du jour, il faudra organiser ces consultations bilatérales. Car il ne faudrait pas oublier que les Indiens, les Métis et les Inuit sont tous des peuples différents qui n'ont ni les mêmes besoins ni les mêmes préoccupations. Ils veulent que les questions qui les concernent exclusivement soient étudiées aux conférences des premiers ministres. Il importe donc qu'on en discute séparément avec ces différents groupes au cours des discussions préliminaires, au lieu de chercher à les convaincre de s'entendre sur un ordre du jour commun qui les oblige à faire des compromis sur des questions importantes à leurs yeux.

Je regrette que le gouvernement n'ait pas fait plus pour reconnaître le rôle de l'Association des femmes autochtones afin qu'elle puisse participer directement à la conférence des premiers ministres au lieu de se prononcer par organismes interposés.

Il est important que les chefs politiques indiens, en prévision des futures conférences, puissent traiter au niveau politique au lieu de traiter avec des fonctionnaires car c'est bien de politique qu'il s'agit en l'occurrence et il faut que nos politiques qui représentent le gouvernement traitent avec des politiques autochtones lorsque viendra le temps de prendre des décisions et de signer des ententes.